



GRUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Adaptation au Changement Climatique Dans Les Pays Membres: Role de la Banque Islamique de Developpement

Novembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte	1
2.	Aperçu des projets d'adaptation au changement climatique financés par la BID	2
3.	Études de cas	4
3.1	Projet régional sur le renforcement de la résilience aux sécheresses récurrentes	4
3.2	Promouvoir l'accès aux semences améliorées au Bangladesh	6
3.3	Projet de récupération de l'eau au Soudan	6
3.4	Améliorer l'accès à la microfinance islamique	7
4.	Conclusion	8

Adaptation au Changement Climatique Dans Les Pays Membres: Role de la Banque Islamique de Developpement

1. Contexte

L'Accord historique de Paris sur le changement climatique de décembre 2015 oblige les pays développés à honorer leurs engagements à fournir 100 milliards USD par an d'ici à 2020 pour soutenir les projets liés à l'atténuation des impacts et à l'adaptation dans les pays en développement. C'est là une bonne nouvelle pour l'agriculture, qui est vulnérable au changement climatique, mais qui offre de grandes solutions. À l'échelle mondiale, on estime que l'agriculture (y compris la sylviculture, l'élevage et la pêche) est responsable de 14% des émissions de gaz à effet de serre (GES), qui causent les changements climatiques. L'agriculture est bien connue pour son rôle dans les phénomènes de changement climatique et de son atténuation. L'atténuation a le pouvoir de réduire les impacts du changement climatique, et l'adaptation peut réduire les dommages causés par ces impacts. Ensemble, les deux approches peuvent contribuer au développement des sociétés exposées à la menace du changement climatique.

Le problème est de savoir comment réduire la contribution de l'agriculture à l'émission de GES tout en la maintenant productive et résistante au changement climatique. L'agriculture est fortement exposée au changement climatique, car les activités agricoles dépendent directement des conditions climatiques. Les fluctuations du régime des précipitations posent un sérieux problème dans plusieurs régions, au même titre que la hausse des températures. La variabilité et la saisonnalité, ainsi que les situations extrêmes, tels que canicules, sécheresses, tempêtes et inondations, sont souvent des phénomènes courants.

Même si certains changements climatiques peuvent être positifs pour quelques régions, comme le laissent penser les prévisions, la plupart restent négatifs du fait qu'ils affectent des régions qui souffrent déjà de modifications environnementales ou autres liées au changement climatique. Ceci est exacerbé par l'échec dans d'autres secteurs, notamment les infrastructures, l'énergie et les marchés, dont dépend l'agriculture. C'est en particulier le cas dans les pays en développement où le sous-investissement dans ces secteurs a des effets bien négatifs sur le rendement global de l'agriculture en termes de développement économique.

Les effets de la sécheresse et la multiplication des inondations se traduisent par la famine et la pauvreté pour de nombreuses communautés agricoles rurales. Ce problème est courant dans un grand nombre de pays en développement en raison de leur très forte dépendance de l'agriculture et des ressources naturelles, ainsi que de leur faible capacité d'adaptation au changement climatique. En Afrique et dans d'autres pays membres de la BID, la croissance rapide de la population, l'agriculture improductive et la dégradation des sols représentent un sérieux obstacle au développement économique durable. Des interventions collectives sont requises pour arriver à bout de cette situation et préserver les moyens de subsistance des communautés de ces pays qui dépendent tant de l'agriculture.

Le plus urgent est de promouvoir des solutions agricoles qui soient productives, qui améliorent la résilience au changement climatique et qui permettent en même temps, dans la mesure du possible, une certaine atténuation des impacts. C'est ce qu'on appelle généralement l'Agriculture

intelligente face au climat (FAO, 2013). Ces solutions ont un grand pouvoir de réduction des émissions de GES.

À la Banque islamique de développement (BID), nous investissons dans l'agriculture et le développement rural dans les pays membres pour aider ces derniers à faire face à la menace du changement climatique. Ensemble, les pays membres occupent environ 29% de la superficie des terres agricoles dans le monde, les forêts et les pâturages prenant dans certains pays la part du lion du total de ces terres. L'agriculture dans ces régions est donc à même de contribuer de manière significative à la fois à l'atténuation des impacts et à l'adaptation au changement climatique.

Dans la section qui suit, nous présentons un résumé de l'investissement de la BID dans l'agriculture et les mesures d'adaptation depuis sa création. L'exposé porte sur les investissements globaux effectués dans les pays membres, couvrant différents aspects de développement, notamment la santé, l'éducation et l'infrastructure. La troisième section présente des études de cas de projets qui mettent en relief les mesures d'adaptation qui pourraient être préconisées. On y trouve aussi certains des principaux enseignements tirés des projets. La dernière section nous présente des conclusions générales.

2. Aperçu des projets d'adaptation au changement climatique financés par la BID

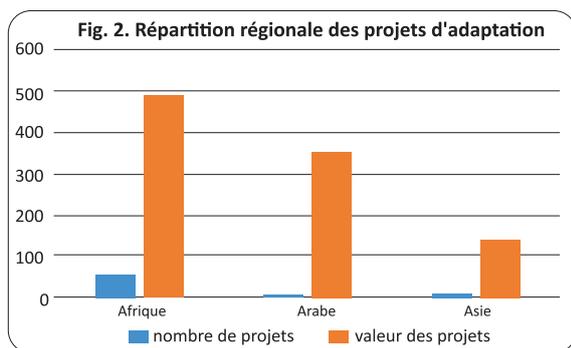
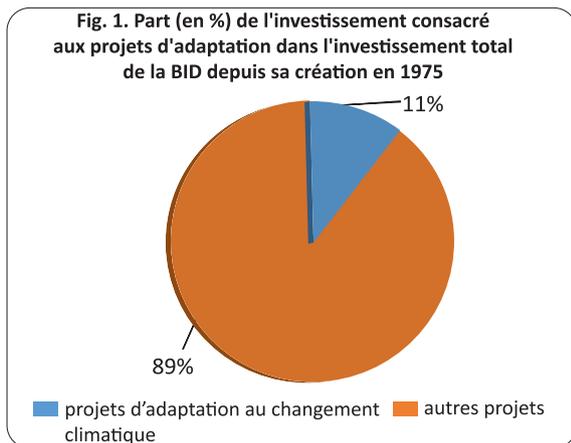
Depuis sa création, la BID a investi environ 9,7 milliards USD dans des projets de développement agricole et rural. Cet investissement dans le secteur agricole des pays membres a été en grande partie motivé par la nécessité de le rendre productif et de renforcer la sécurité alimentaire et d'augmenter sa résilience et sa capacité d'adaptation au changement climatique et à la variabilité du climat, ainsi que de minimiser sa contribution au changement climatique.

Ce ne sont pas des objectifs mutuellement exclusifs même si, en réalité, ils ne sont pas faciles à mettre en œuvre ensemble. Un large éventail de mesures d'adaptation, tant au niveau de l'exploitation agricole qu'au niveau du secteur, est couvert par l'investissement de la BID dans l'agriculture et le développement rural. Ces mesures comprennent, entre autres, les éléments suivants :

- Pratiques agronomiques appropriées, comme les cultures intercalaires, l'agrosylviculture et l'agriculture écologique, qui améliorent la productivité, renforcent la résilience et réduisent les émissions de GES;
- Investissements dans la gestion de l'eau, au niveau à la fois de l'exploitation et des barrages à grande échelle, pour l'irrigation d'appoint;
- Mécanismes d'appui au développement des capacités et institutionnel;
- Renforcement de l'aptitude des agriculteurs et de l'agro-industrie à adopter des mesures d'atténuation des impacts et d'adaptation; et
- Amélioration de l'accès aux produits de la finance islamique, qui sont essentiels pour le développement de l'agriculture productive, résiliente au changement climatique.

Environ 11% de l'investissement de la BID sont allés à des activités qui, collectivement, améliorent l'adaptation des agriculteurs et des communautés agro-pastorales des pays membres de la BID au changement climatique (Fig. 1).

L'investissement de la BID dans le contexte du changement climatique varie d'une région ou pays à l'autre. C'est en Afrique qu'il est le plus élevé, puis viennent les régions Arabe et Asie (Fig. 2). Dans les trois régions, la BID a investi dans 66 projets portant sur des activités qui comportent



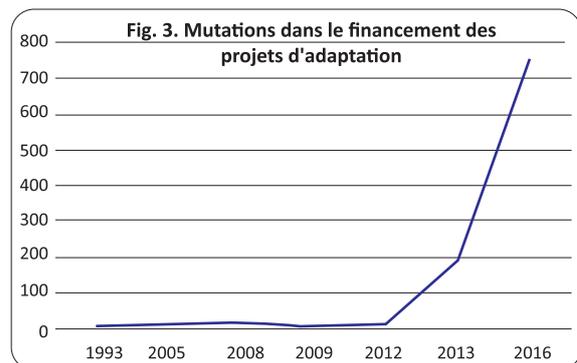
de fortes mesures d'adaptation. Ces projets ont profité à de nombreuses communautés agricoles et rurales vivant dans les zones d'intervention.

Le plus grand investissement en Afrique reflète l'engagement de la BID à faire face aux problèmes de changement climatique dans cette région où l'agriculture est largement pluviale. L'irrigation aussi est limitée dans le continent. On estime, en effet, qu'elle concerne moins de 7% des surfaces cultivables, contre plus de 30% en Asie. Le continent africain, alors qu'il est responsable d'à peine 4% des émissions de GES dans le monde, est la région la plus touchée par le changement climatique. Ainsi, par exemple, six des 10 pays les plus touchés dans le monde se trouvent en Afrique. On estime par ailleurs qu'environ 65% de la population africaine sont aussi touchés directement, sans oublier que le continent compte déjà 10 millions de réfugiés. En Afrique, le Sénégal est le pays qui a investi le plus par le biais du financement de la BID.

La grande vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique est en partie due

à la faible utilisation des technologies d'amélioration des rendements. Par exemple, l'utilisation d'engrais est, en moyenne, inférieure à 10 kg de matières nutritives par hectare. Ceci, à son tour, a fait que la productivité des terres actuellement cultivées est faible et a contribué à la dégradation des sols, car les agriculteurs s'adonnent à la culture extensive, en mettant en exploitation des terres marginales, des forêts et des terrains boisés.

Grâce à une prise de conscience accrue de l'importance du changement climatique et de la vulnérabilité des communautés agricoles, les investissements de la BID dans les projets d'adaptation agricole ont connu une mutation radicale à partir de 2012 lorsqu'ils ont marqué un bond remarquable (Fig. 3). Et ils sont appelés à croître encore plus, et plus rapidement, selon le Plan stratégique décennal de la BID (2015-2025).



Les principaux moteurs de la croissance rapide sont les investissements dans la gestion intégrée des ressources en eau, notamment l'irrigation, qui y représente une part importante. La croissance interviendra également à travers d'autres interventions, qui sont essentielles pour augmenter la productivité et la résilience. Il s'agit de l'augmentation de l'accès aux semences améliorées et aux engrais, à l'élevage, notamment l'aquaculture et l'apiculture, aux pratiques de la sylviculture et l'agrosylviculture, aux services de vulgarisation et de conseils, aux marchés rémunérateurs, aux installations de stockage rurales qui réduisent au minimum les pertes

après récolte, aux voies d'accès rurales et à la microfinance islamique.

La BID cherche également à forger des partenariats stratégiques en tant que mécanisme principal pour mobiliser de nouveaux investissements en faveur de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Un de ces partenariats, qui est déjà en place, est le Fonds pour la vie et les moyens de subsistance (LLF). Ce fonds a été créé en 2015 par la BID, la Fondation Bill et Melinda Gates et d'autres donateurs, principalement des pays du Conseil de coopération du Golfe : Arabie Saoudite, Qatar et Émirats Arabes Unis. Ce programme de 2,5 milliards USD comprend une composante Subventions de 0,5 milliard USD qui rachète de la BID le coût de financement des pays membres. Cela va augmenter l'investissement global dans l'agriculture des pays membres de la BID en mettant l'accent sur la multiplication des interventions susceptibles d'augmenter la productivité et la résilience des cultures et du bétail au changement climatique et à la variabilité au climat.

D'autres partenariats stratégiques utilisent le cofinancement avec les Banques multilatérales de développement : la Banque mondiale (Initiative Deep Dive), la Banque africaine de développement (BAfD) (Programme de transformation de l'agriculture en Afrique), la Banque asiatique de développement (BASD), et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Des partenariats avec le secteur privé ont également été conclus par la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) du Groupe de la BID.

L'initiative AAA (Adaptation, Afrique, Agriculture), qui est dirigée par le gouvernement du Maroc, est un partenariat nouveau et passionnant dans lequel la BID va également s'engager pour intensifier ses investissements dans l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. L'AAA est ainsi une initiative qui vise à

augmenter la productivité agricole et le pouvoir de séquestration du carbone dans les sols africains, avec le double avantage d'atténuation des impacts et d'adaptation. La BID est un membre fondateur et un partisan de l'initiative. Pour aider au financement des projets d'adaptation, l'AAA contribuera également à débloquer pour l'agriculture africaine une partie importante des 100 milliards USD par an promis par les pays développés, afin de soutenir les projets d'atténuation des impacts et d'adaptation dans les pays en développement.

3. Études de cas

3.1 Projet régional sur le renforcement de la résilience aux sécheresses récurrentes

En 2012/2013, la BID et sept de ses pays membres d'Afrique de l'Ouest gravement touchés par la sécheresse de 2011 ont mis en œuvre un projet régional de 5 ans sur le 'Renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire dans le Sahel'. La sécheresse de 2011 et l'insécurité alimentaire qu'elle a provoquée ont été parmi les pires moments que la région du Sahel a connus. On estime que cette sécheresse a directement menacé d'insécurité alimentaire de près de 13 millions de personnes dans la région. Au Sénégal, par exemple, la production de sorgho et de millet (importantes cultures vivrières des régions agro-pastorales pluviales) a diminué de 41% par rapport aux niveaux 2010/2011. Les réserves alimentaires de la région ont alors connu une forte baisse.

Ce programme des sept pays financé par la BID, qui se poursuit encore, a nécessité un budget de 351 millions USD et a couvert le Burkina Faso, le Tchad, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Il vise à atteindre 2,1 millions de bénéficiaires directement et environ 13 millions de personnes indirectement. Le programme a déployé une approche à 3 volets qui intègre les interventions essentielles nécessaires

pour améliorer la résilience au changement climatique. Il s'agit de:

- Diversifier la base de production (minimiser les risques associés à peu d'entreprises);
- Augmenter la production et la productivité des cultures (notamment les cultures arbustives) et l'élevage (notamment de poissons) pour pouvoir disposer d'un certain stock qui servirait de protection contre l'insécurité alimentaire en cas d'adversité ou d'excédent à commercialiser pour générer un revenu supplémentaire; et
- Renforcer la capacité des institutions nationales et régionales pour augmenter leur résilience et leur disposition à gérer l'insécurité alimentaire en cas de sécheresse.

L'approche comprend plusieurs fonctions institutionnelles: accès à des marchés rémunérateurs en forgeant de solides partenariats sectoriels public-privé, prestation de services de vulgarisation d'une manière sensible à l'égalité des sexes, amélioration de l'accès à un crédit abordable, multiplication et amélioration des conditions des voies d'accès rurales, et amélioration des prévisions météorologiques d'une manière qui permet aux agriculteurs de prendre des décisions plus adéquates. Elle offre également un environnement politique favorable qui encourage l'investissement des agriculteurs, des éleveurs et du secteur privé dans le renforcement de la résilience. Bien que l'avancement de la mise en œuvre des projets ait été lente, et cela est dû à la nature complexe de tels programmes de développement intégré, il est évident que le programme produira des résultats tangibles. Les agriculteurs et les agro-éleveurs reconstituent actuellement leurs cultures et leurs cheptels.

Fig. 4. Groupe de femmes de l'Association Relwende, du village de Louda, dans la province de Kaya, au Burkina Faso exposant

leur récolte exceptionnelle de dolique, légumineuse à grains nutritifs. Le projet relatif au renforcement de la résilience aux sécheresses récurrentes leur a fourni des semences améliorées, les engrais nécessaires et une formation sur les bonnes pratiques agronomiques. On voit avec le groupe Bashir Jama Adan (à genoux), membre du personnel du Département Agriculture et Développement rural de la BID lors de la visite qu'il leur a rendue en octobre 2016.



La conception du projet de renforcement de la résilience des sept pays, avec sa forte couverture nationale et régionale et le large éventail des parties prenantes, offre aussi une bonne plateforme de partenariat avec d'autres agences de développement. Le projet comporte un important potentiel pour générer des connaissances qui peuvent aider à la prise de décision éclairée en matière de conception de pareils programmes dans l'avenir. Un important enseignement retenu est qu'il est nécessaire d'adopter une approche en deux étapes dans la mise en œuvre du projet : d'abord renforcer les institutions nationales chargées de la mise en œuvre et ensuite investir dans les intrants de production et l'adaptation. Cela nécessite une aide technique et un appui à la mise en œuvre au profit des équipes nationales. Un autre enseignement retenu est celui-ci : Il importe de veiller à ce que le microcrédit islamique soit en place et opérationnel au cours de la première année du projet. Les agriculteurs auront besoin d'acheter les intrants et d'investir dans les technologies qui sont nécessaires

pour minimiser les pertes post-récolte (Par exemple, les sacs PIC qui présentent des caractéristiques anaérobies qui empêchent les insectes d'endommager les grains). Il faut aussi du temps pour mettre le système en place avec les institutions financières locales, aussi est-il important de le lancer tôt dans le calendrier de mise en œuvre du projet.

3.2 Promouvoir l'accès aux semences améliorées au Bangladesh

L'accès aux semences de bonne qualité est essentiel parmi les mesures d'adaptation au changement climatique et à la variabilité du climat. En 2009, la BID s'est engagée avec le gouvernement du Bangladesh dans un projet conçu pour augmenter l'accès des agriculteurs aux semences certifiées. L'objectif était de renforcer les capacités de l'Institut national de recherche agronomique afin qu'il puisse offrir des semences de sélectionneur et de base à des sociétés privées pour produire des semences certifiées et aux associations / coopératives agricoles pour générer des semences de la qualité déclarée. Les cultures ciblées sont le riz, le blé, le maïs, les tubercules, les légumineuses, les graines oléagineuses, les légumes, les fruits et les épices. Certaines variétés de culture peuvent résister aux inondations, un problème majeur au Bangladesh, pendant des périodes prolongées. Le projet a également fourni des ressources pour renforcer la recherche adaptative chez l'exploitant sur les variétés améliorées et les bonnes pratiques agronomiques qui peuvent améliorer la productivité et la résilience au changement climatique.

Incontestablement, le projet a contribué de façon significative à la sécurité alimentaire nationale et renforcé la résilience aux risques associés aux changements climatiques par la fourniture de semences améliorées. Le pays a déjà atteint l'autosuffisance pour le riz et a même commencé à exporter du

riz aromatique. De plus, l'acquisition de la nourriture est devenue plus abordable, alors que les stocks de réserve ont doublé par rapport au niveau de 2013, et sont en hausse constante depuis 2009. La production alimentaire totale a augmenté à 35 millions de tonnes de riz usiné (contre environ 31,8 millions de tonnes en 2009) et à 1,33 million de tonnes de blé (contre 0,85 millions de tonnes en 2009). Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire a également été réduit, comme en témoigne le recul de la pauvreté (où la consommation alimentaire, ou l'apport calorique, est le déterminant majeur). Même si ces réussites ne sauraient être attribuées au seul projet, il ne serait que juste de dire qu'il y a contribué et continue d'y contribuer de manière significative. Cette contribution est susceptible de s'amplifier davantage si les agriculteurs parviennent à accéder plus aisément aux semences améliorées par le biais du secteur privé, évolution qui nécessite plus de soutien pour se poursuivre.

3.3 Projet de récupération de l'eau au Soudan

La récupération de l'eau de pluie peut considérablement améliorer l'adaptation et la résilience des agriculteurs et des éleveurs au changement climatique. Le Soudan est pionnier dans ce domaine, car la récupération de l'eau de pluie y a été institutionnalisée dès 1919. Cela permet à de nombreuses communautés rurales de recueillir l'eau de pluie ou de ruissellement pendant la saison pluviale (Juillet-Septembre) et de l'emmagasiner pour la période de pénurie (Décembre-Juin). La BID a formé un partenariat avec le gouvernement du Soudan pour promouvoir le projet de récupération de l'eau de pluie au profit des communautés agro-pastorales de l'État d'Al-Gadarif où la pluviométrie annuelle est généralement inférieure à 700 mm, est unimodale (une seule saison) et est de plus en plus fortement variable,

probablement en raison des effets du changement climatique. Le but du projet était d'augmenter l'approvisionnement en eau pour les usages ménagers, le bétail et l'irrigation.



Fig. 5. Récupération de l'eau au moyen de petits barrages, activité soutenue par le projet dans l'État d'Al-Gadarif, au Soudan

Travaillant avec les institutions et la communauté locales, les promoteurs du projet ont utilisé des techniques de récupération de l'eau relativement simples afin de préserver le développement durable. Les principales installations de stockage de l'eau utilisées sont le hafir (réservoir au sol peu profond / fosse-réservoir), les petits barrages, les puits d'eau souterraine, les dépressions naturelles (Turda, Rahad, Fola et Dahal), les toits de maison et les réservoirs sur le toit. L'impact sur une période de 3-5 ans a, en fait, été énorme. 29 hafirs, avec une capacité variant entre 20.000 et 50.000 m³, et trois nouveaux petits barrages ont été construits. On estime que près de 250.000 habitants et plus de 5 millions de têtes de bétail dans la région en ont profité. Ces réussites ont servi à stimuler le gouvernement, aux niveaux national et régional, pour élargir le projet et le reproduire dans d'autres sites. Un important enseignement retenu ici est qu'il est nécessaire d'impliquer concrètement dans les activités de mise en œuvre toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et local. Ceci engendre l'appropriation et la durabilité. Il est également essentiel d'avoir une solide

Unités de mise en œuvre du projet qui veille au processus de réalisation. Ce fut certainement le cas avec ce projet. À noter, toutefois, que le projet est arrivé avec une véritable sécurité technique de la part de la BID et avec une surveillance attentive de la part de ses agents de programme.

3.4 Améliorer l'accès à la microfinance islamique

La difficulté d'accès à un financement abordable est un obstacle majeur pour les agriculteurs et les agro-éleveurs qui souhaitent adopter des innovations pour améliorer leur productivité et pour le développement de l'agro-industrie dans les zones rurales. La microfinance islamique offre aux pauvres économiquement actifs des services financiers et non financiers au moyen d'instruments de commerce et d'investissement conformes à la charia'a (tels que la mourabaha, le salam, la moudaraba et la moucharaka, entre autres). En fournissant des instruments conformes à la charia'a, les Institutions de microfinance (IMF) islamiques offrent un 'financement intelligent' en s'engageant avec le bénéficiaire dans le commerce et l'investissement au lieu d'être un simple prêteur sans lien de dépendance. En tant qu'investisseur, l'IMF sera associée au processus de prise de décision pour s'assurer que l'investissement est profitable.

Un projet au Soudan qui a été conçu pour mieux relier les agriculteurs aux marchés illustre bien la puissance de ce mécanisme financier islamique. L'objectif était triple : (i) Acheter à de bonnes conditions des produits chez les agriculteurs pour les revendre à la Réserve de sécurité alimentaire stratégique du Gouvernement du Soudan; (ii) Se substituer à l'intermédiaire et donner aux agriculteurs un meilleur prix pour leurs produits en fonction de l'avance officielle et des prix d'achat fixés par le ministère de l'Agriculture ; et (iii) S'assurer que le revenu des agriculteurs augmente et que d'autres exploitants seront tentés de produire pour

gagner leur vie au lieu de se contenter de subsister.

Le processus consistait à élaborer un plan d'affaires en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, le ministère de la Sécurité sociale, les Chambres de Zakat, le Programme alimentaire mondial et la Réserve de sécurité alimentaire stratégique du gouvernement du Soudan. Il comprenait une étude de faisabilité réalisée pour fournir un financement salam à des groupes d'agriculteurs. Il en a résulté : un projet d'une ligne de financement de 8,22 millions USD approuvé à hauteur de 30% pour l'achat des semences, de 30% pour l'aménagement des terres, et de 40% au cours de la récolte ; l'apparition de solides associations d'agriculteurs reliées au Syndicat des agriculteurs et à la Bank of Khartoum ; et la création d'un rapport plus tangible des agriculteurs avec des marchés tels que la Réserve alimentaire stratégique du Soudan et le Programme alimentaire mondial.

Le Soudan n'est pas un cas isolé. La BID a une grande expérience en matière de promotion de la microfinance islamique dans plusieurs de ses pays membres. Plus de 520 millions USD ont été investis dans 27 projets d'IMF islamiques depuis 2001. Plusieurs de ces projets ont réduit la vulnérabilité des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises aux chocs liés à la variabilité du climat et aux échecs de marché. En renforçant la capacité des IMF pour soutenir les petites entreprises agricoles, la BID a réussi à créer des mini-banques de développement / incubateurs de petites entreprises qui mettent l'accent sur la création d'emplois et l'adoption d'une agriculture et une agro-industrie résilientes dans ses pays membres.

4. Conclusion

L'agriculture est fortement exposée au changement climatique, car les activités agricoles en dépendent directement. Il est donc nécessaire de renforcer l'investissement

dans les mesures d'adaptation dans tous les pays en développement. À cet égard, la BID a joué un rôle crucial dans un investissement de 9,7 milliards USD en cours dans le secteur de l'agriculture et du développement rural de ses pays membres. Environ 11% de cet investissement est allé aux mesures d'adaptation au changement climatique. Cela inclut l'amélioration de l'accès aux semences améliorées et aux engrais, qui sont nécessaires pour augmenter la productivité, la récupération de l'eau de pluie et de ruissellement, et un accès accru au micro-financement islamique.

De toutes les régions de la BID, c'est l'Afrique qui absorbe la majeure partie des investissements, car c'est là où les effets du changement climatique, en particulier les sécheresses, se manifestent le plus. Elle est suivie par les régions Arabe et Asie. Les investissements de la BID ont produit d'immenses bienfaits dans ses pays membres, car ils ont permis d'augmenter le niveau d'adaptation des agriculteurs et des communautés pastorales au changement climatique et à la variabilité du climat. Ces investissements ont aussi renforcé les institutions aux niveaux national et régional. Ils sont particulièrement nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de bons programmes d'adaptation au changement climatique.

Les partenariats stratégiques sont importants pour réaliser des économies d'échelle et capitaliser les enseignements retenus. Ces partenariats sont la voie à suivre pour la BID comme le souligne son Cadre stratégique décennal, qui accorde une grande priorité à l'augmentation des investissements dans l'agriculture et le développement rural.

Références

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2013). Climate-Smart Agriculture Sourcebook. Rome, Italie. FAO

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale créée conformément à ses Statuts adoptés le 21 Rajab 1394H (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de Rajab 1395H (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 Chawwal 1395H (20 octobre 1975).

VISION

A l'horizon 1440H, la Banque islamique de développement sera devenue une banque de développement de classe mondiale, s'inspirant des principes islamiques, et qui aura profondément transformé le paysage du développement humain dans le monde musulman et contribué à restaurer sa dignité.

MISSION

Promouvoir le développement humain véritable, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que représentent la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la réalisation de l'objectif de prospérité des populations.

MEMBRES

La BID compte 57 pays membres couvrant de nombreuses régions du monde. Tout pays aspirant à devenir membre, doit appartenir à l'Organisation de coopération islamique (OCI), verser la première tranche de sa participation au capital de la BID et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 38ème Réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a autorisé la 5ème augmentation générale du capital, ce qui a porté à 100 milliards DI le montant du capital autorisé et à 50 milliards DI celui du capital à souscrire. Aux termes de la même Résolution, le Conseil des Gouverneurs a autorisé l'appel de la portion exigible dans le cadre de la 4ème augmentation générale. Le montant du capital souscrit de la BID, à la clôture de l'exercice 1435H, était de 49,86 milliards DI.

GRUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID se compose de cinq entités : la Banque islamique de développement (BID), l'Institut islamique pour la recherche et la formation (IRTI), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

SIÈGE SOCIAL ET BUREAUX RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite, et dispose de quatre bureaux régionaux à Rabat, au Maroc, Kuala Lumpur, en Malaisie, Almaty, au Kazakhstan et Dakar, au Sénégal, ainsi que des bureaux portails en Turquie (Ankara et Istanbul), en Indonésie et au Nigéria.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait auparavant à l'année lunaire hégirienne (H), mais à partir du 1er janvier 2016 il correspondra à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 Capricorne (1er janvier) et se terminant le 10 Capricorne (31 décembre de chaque année).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le Dinar islamique (DI) qui équivaut à un Droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

LANGUE

La langue officielle de la BID est l'Arabe, mais l'Anglais et le Français servent également de langues de travail.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
8111 St King Khaled, Al Yamania Nuzlah
Unité 1 Jeddah 22332-2444 - Royaume d'Arabie Saoudite

☎ Tél: (+966-12) 6361400 | 📠 Fax: (+966-12) 6366871 | ✉ Email: ldbarchives@isdb.org | 🌐 Website: www.isdb.org